



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 203 – 24 JUIN 2020

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA : LE  
CONTRAT DE  
REALISATION DE  
LA LIGNE  
FERROVIAIRE  
NAIROBI-  
MOMBASA –  
SGR - JUGE  
ILLEGAL PAR LA  
COUR D'APPEL**

**SENEGAL :  
CREATION DE  
QUATRE NOUVELLES  
AIRES MARINES  
PROTEGEES**

**NIGERIA : LA  
3EME EMISSION  
DE SUKUKS A ETE  
LARGEMENT  
SURSOUSCRITE**

**DJIBOUTI : NOUVEL  
ENTRANT DANS LE  
CONSORTIUM DE  
CABLES SOUS-  
MARINS**

**UNE QUINZAINE DE  
PAYS AFRICAINS  
REÇOIVENT DES DONNS  
MAROCAINS POUR LA  
LUTTE CONTRE LA  
COVID-19**

**GUINEE : LES  
RESTRICTIONS  
SANITAIRES  
ENTRAINENT LA PERTE  
DE 7 700 TONNES DE  
POMMES DE TERRE**

**RWANDA : LE  
PARLEMENT VOTE UNE  
LOI AUGMENTANT LES  
PREROGATIVES DU  
CHEF DE L'ÉTAT SUR  
LES ENTREPRISES  
PUBLIQUES**

**SIERRA LEONE : 3<sup>EME</sup>  
SUBVENTION DE 100  
M USD DE LA  
BANQUE MONDIALE EN  
SOUTIEN A LA  
PRODUCTIVITE ET A LA  
TRANSPARENCE**

**NIGER : ADOPTION  
PAR L'ASSEMBLEE  
NATIONALE DU PROJET  
DE LOI SUR LA  
CONSTRUCTION DE  
L'OLEODUC NIGER-  
BENIN**



## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Baisse des IDE en Afrique en 2019, à l'instar des autres régions en développement

Les flux mondiaux d'IDE se sont situés à 1539,8 Mds USD en 2019, en légère hausse (+3%) par rapport à 2018, tirés par les flux vers les économies développées. En revanche, à l'instar des autres régions en développement, l'Afrique a enregistré une baisse des entrées d'IDE en 2019, de près de 10,3%, à 45,4 Mds USD, imputable à une croissance économique plus modérée et à un ralentissement de la demande des matières premières. L'Afrique de l'Ouest a pour sa part affiché une baisse de 20,8% des entrées d'IDE (à 10,9 Mds USD) – principalement tirée par celle du Nigéria (-48,4%) et en dépit d'une forte progression des IDE vers la Côte d'Ivoire (+62,7%).

✉ [claude.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claude.koua@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mise sous surveillance des notations souveraines de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

Les notations souveraines de la Côte d'Ivoire et du Sénégal (« Ba3 » pour chacun) ont été récemment placées sous surveillance par l'agence de notation Moody's. En effet, l'agence estime que la participation des deux pays à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD) augmente le risque de perte des créanciers. Elle reconnaît que la suspension du service de la dette envers les créanciers publics seuls ne devrait pas avoir d'incidence sur la notation. Les deux pays ont expressément affirmé qu'ils n'étendraient pas l'initiative aux créanciers privés. L'agence se donne donc une période d'observation afin d'évaluer la mise en œuvre de l'ISSD.

✉ [claude.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claude.koua@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le HCR lance un appel de fonds de 186 M USD pour la crise des réfugiés et des déplacés internes au Sahel

Le HCR a lancé le 12 juin un appel de fonds d'un montant de 186 M USD pour assurer la protection et apporter une assistance vitale aux réfugiés, déplacés internes, rapatriés et communautés d'accueil dans la région du centre du Sahel. Cet appel de fonds comprend les besoins initiaux pour 2020 d'un montant de 97 M USD, 29 M USD pour mettre en œuvre les mesures de prévention et de lutte contre la COVID-19 dans les zones de déplacement, et 60 M USD pour renforcer la réponse d'urgence du HCR dans le cadre de sa stratégie pour le Sahel. Le Sahel compterait 3,1 millions de réfugiés, déplacés internes, rapatriés et personnes à risque d'apatridie.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Une quinzaine de pays africains reçoivent des dons marocains pour la lutte contre la COVID-19**

Des équipements et matériels de riposte contre le coronavirus sont arrivés – entre autre – le 14 juin à Dakar et le 15 juin à Bissau. Ils sont constitués de masques de protection, de visières, de charlottes, de blouses, de gel hydroalcoolique, ainsi que des boîtes de chloroquine. Pour rappel, ce don fait partie d'une vaste opération de soutien organisée par le Maroc auprès d'une quinzaine de pays africains, dont le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Niger en Afrique de l'Ouest. Selon le ministère des affaires étrangères marocain, l'aide inclut au total 8 M de masques, 30 000 litres de gel hydroalcoolique ainsi que 75 000 boîtes de chloroquine.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Un sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre la pandémie, organisé par vidéo-conférence le 17 juin**

Le sommet a été organisé conjointement par la Chine, l'Afrique du Sud, qui exerce la présidence tournante de l'Union africaine (UA), et le Sénégal, pays qui co-préside le Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA). Au total, 13 Président africains y ont participé. Le communiqué conjoint publié à l'issue de cette rencontre indique que la Chine mettra en œuvre l'Initiative du G20 et du Club de Paris sur la suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Pour rappel, entre 2000 et 2018, la CARI de l'Université Johns Hopkins estime que la Chine et les créanciers chinois ont prêté 152 Mds USD aux Etats africains ou leurs entreprises publiques.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun - Tchad: la Banque mondiale boucle le financement du projet de construction d'une ligne électrique de 1 560 km entre les deux pays**

Le financement du projet d'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad est désormais bouclé suite à l'approbation par le conseil d'administration de la Banque mondiale d'un prêt concessionnel de 225 Mds FCFA le 16 juin 2020. Ce financement permettra la construction d'une ligne de transport de 225 Kv entre le futur barrage de Nachtigal (centre du Cameroun) et N'Djamena (Tchad). Pour rappel, les autres composantes du projet d'interconnexion entre le Tchad et le Cameroun sont financées par la Banque africaine de développement (150 Mds FCFA) et l'UE (don de 19,65 Mds FCFA). Le projet dans son ensemble va permettre la mise en place du premier réseau de transport d'énergie électrique sous-régional en Afrique centrale.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Evolution de la situation sanitaire

Entre le 15 et le 22 juin, selon l'OMS, le nombre de cas officiellement déclarés a progressé de 17 % sur la zone AEOI, avec des progressions plus marquées au Burundi (+53%), en Erythrée (+49%), et aux Comores (+40%). Dans les pays les plus touchés, l'épidémie continue de se développer au Soudan, au Kenya et en Ethiopie, tandis qu'elle se stabiliserait à Djibouti. Maurice et les Seychelles auraient endigué l'épidémie, tandis que la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète uniquement l'arrêt des comptabilisations par le gouvernement depuis fin avril.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	8/6	15/6	22/6	8/6	15/6	22/6
Burundi	83	94	144	1	1	1
Comores	97	176	247	2	2	5
Djibouti	4 207	4 465	4 582	28	43	45
Erythrée	41	96	143	0	0	0
Ethiopie	2 020	3 445	4 532	27	57	74
Kenya	2 767	3 594	4 738	84	103	123
Madagascar	1 052	1 272	1 596	9	10	14
Maurice	337	337	337	10	10	10
Rwanda	439	582	728	2	2	2
Seychelles	11	11	11	0	0	0
Somalie	2 234	2 595	2 779	83	88	90
Soudan du Sud	1 317	1 693	1 882	14	27	34
Soudan	6 083	7 220	8 580	359	459	520
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	745	823	755	0	0	0
<b>Total AEOI</b>	<b>21 942</b>	<b>26 912</b>	<b>31 563</b>	<b>640</b>	<b>823</b>	<b>939</b>

 [adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.hartemann@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Burkina Faso : Des recettes propres en baisse et un déficit à plus de 5% dans le projet de loi de finances rectificative

Le projet LFR pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2020, a été validé en Conseil des ministres le 17 juin 2020. La LFR vise à prendre en compte l'impact de la pandémie de COVID-19, sur la base d'une croissance projetée à 2%, contre 6% selon la dernière revue du FMI. La LFR reflète une importante baisse des recettes propres, projetées à 2 038,9 Mds FCFA contre 2 233,3 Mds FCFA dans la LFI. Les dépenses budgétaires sont établies à 2 508,1 Mds FCFA contre 2 518,5 Mds FCFA pour la LFI. Le déficit budgétaire se situerait à plus de 5% du PIB, à 469,2 Mds FCFA, contre 285,1 Mds FCFA – moins de 3% – pour la loi de finances initiale.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : Création d'un fonds de garantie pour rajeunir le parc automobile du pays

Le ministère des Transports et la Société financière de garantie interbancaire du Burkina (SOFIGIB) ont signé, le 15 juin 2020, une convention ayant pour objectif de faciliter le rajeunissement du parc des véhicules de transport au Burkina Faso. Cette initiative est soutenue par la Banque mondiale, qui a effectué un premier versement de 5,5 Mds FCFA (8,3 M EUR), dont la gestion a été confiée à la SOFIGIB. Le financement proposé aux entreprises se situe dans une fourchette de 25 à 146 M FCFA.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Baisse du revenu des ménages et du chiffre d'affaires des entreprises en raison de la COVID-19

Une enquête élaborée par le patronat ivoirien a permis d'évaluer l'impact de la COVID-19 sur les entreprises. 125 entreprises dont 51% de PME ont été interrogées. Les principaux résultats de l'enquête sont les suivants : (i) au niveau de l'activité, 84% des entreprises estiment ainsi que leur chiffre d'affaires est en baisse sur la période de janvier à avril 2020 relativement à la même période l'année précédente ; (ii) au niveau de l'emploi, 5% des entreprises ont procédé à des licenciements,; (iii) concernant les besoins financiers, 66 % des entreprises interrogées ont eu recours au dispositif de soutien mis en place par le Gouvernement et la BCEAO.

✉ [claudio.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claudio.koua@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gambie : Les dépenses budgétaires en hausse de 29% de janvier à avril par rapport à 2019**

Les dépenses totales du gouvernement gambien se sont élevées à 5,08 Mds GMD (88 M EUR) de janvier à avril 2020, en hausse de 29% par rapport à la même période l'année dernière. Les salaires et autres dépenses récurrentes représentent 50% des dépenses, et les salaires ont augmenté de 31% sur un an, passant de 1 Md (17 M EUR) à 1,3 Md GMD (22 M EUR). Cette augmentation est attribuée au recrutement de nouveaux enseignants. Par rapport à avril 2019, le service de la dette a diminué de 51%, passant de 1,2 Md à 607 M GMD (10 M EUR), résultat du report de dette accordé par les créanciers du pays. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 348% par rapport à 2019, représentant 14% des dépenses totales.

✉ [Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : Les restrictions sanitaires entraînent la perte de 7 700 tonnes de pommes de terre**

Depuis la mise en place du confinement de la ville de Conakry, les producteurs de pommes de terre de la Fédération des paysans du Fouta Djallon connaissent d'importantes difficultés à écouler leur production. Cette mesure, à laquelle s'est ajoutée plus tardivement celle de la fermeture des marchés de la région de Labé, a entraîné la perte de 7 700 tonnes de pommes de terre. Le gouvernement a repris le 11 juin le contrôle de la filière des mains de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, pourtant financée par la BM, en l'attribuant au ministère de l'Agriculture. Ce changement soudain inquiète les quelques 5 000 agriculteurs qui vivent de la culture de la pomme de terre dans cette sous-région.

✉ [Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr](mailto:Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Mali : Légère hausse du niveau des prix entre avril et mai 2020**

En mai 2020, l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages au Mali a enregistré une hausse de 0,8% par rapport au mois précédent, selon l'institut national de la statistique. Cette hausse est principalement liée au renchérissement des biens et services des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,3%) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,2%). Toutefois, en moyenne annuelle, le taux d'inflation est négatif et se situe à -1,8% en mai 2020. Il demeure ainsi en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

✉ [claude.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claude.koua@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : La commission d'enquête parlementaire sur l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz en phase de finalisation du dossier**

La Commission d'enquête parlementaire, qui étudie actuellement 7 grands dossiers économiques de la décennie de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz, ne procédera plus à aucune audition à partir du 19 juin. Elle souhaite désormais compiler les informations recueillies afin de les renvoyer au bureau de l'Assemblée nationale chargé de préparer le rapport final devant être publié en juillet. L'ancien Président devrait être entendu début juillet lorsque l'ensemble des données seront disponibles. Pour mémoire cette commission d'enquête a été créée à la demande des députés d'opposition le 31 janvier 2020 et doit rendre ses conclusions au mois de juillet.

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : Les élections locales pourraient être à nouveau reportées**

Le Premier Ministre, Brigi Rafini, a présidé le 12 juin une réunion extraordinaire du Conseil national de dialogue politique (CNDP) boycottée par l'opposition nigérienne (Front pour la Démocratie et la République, Front de l'Opposition Indépendante, Front Patriotique et Front pour la Restauration de la Démocratie et la Défense de la République). Tandis que les partis politiques présents se sont mis d'accord sur la nécessité de reporter les élections municipales et régionales, l'opposition est fermement contre cette proposition dont l'enjeu est de taille, les scrutins ayant été plusieurs fois reportés depuis 2016.

✉ [bouqueto@afd.fr](mailto:bouqueto@afd.fr)

▼ **Sénégal : Création de quatre nouvelles aires marines protégées**

Le Président Macky Sall a signé quatre décrets portant création d'aires marines protégées dans plusieurs localités du Sénégal : (i) un décret portant extension de l'aire marine protégée de Gandoul, (ii) un décret portant création de l'aire marine protégée de Somone, (iii) un décret portant création de l'aire marine protégée de Kalalawou Blou Fogy à Bignona (Sud) et (iv) un décret portant création l'aire marine protégée de Gorée, qui polariserait plusieurs communes (Gorée, Dakar-Plateau, Hann Bel Air, Thiaroye/Mer, Dalifort, Mbao et de Rufisque-Ouest).

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : Fin du programme de revenu universel de solidarité mis en place au début de la pandémie de COVID-19**

Le programme de revenu universel de solidarité (Novissi) – mis en place par le gouvernement pour soutenir les citoyens togolais ayant perdu leur revenu en raison de l'adoption des mesures de riposte contre la COVID-19 – a été suspendu le 12 juin en raison de la fin des mesures limitant l'activité de certaines professions. Au total, 11,3 Mds FCFA (17,2 M EUR) auront été dépensés pendant la durée de vie du programme (2 mois) pour près de 570 000 bénéficiaires, soit en moyenne 20 000 FCFA (30 EUR) par bénéficiaire. Pour rappel, le Novissi n'a concerné que deux zones (le grand Lomé et Tchaoudjo).

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : La gratuité de la tranche sociale d'électricité devrait coûter environ 6 Mds FCFA à l'Etat**

La mesure de gratuité, initialement prévue pour couvrir les trois mois de l'état d'urgence sanitaire et bénéficier à 340 000 ménages, concernera finalement un peu plus de 404 000 ménages sur la même durée. Le coût total prévisionnel de la mesure s'élève donc désormais à 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) contre 5,1 Mds FCFA (7,8 M EUR) initialement annoncés.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Togo : Malgré la relative hausse du prix des céréales sur les marchés mondiaux, les prix togolais restent stables**

D'après l'INSEED, et alors même que les cours des céréales sont plutôt à la hausse sur les marchés mondiaux, le prix de ces denrées a diminué de 0,6% au Togo entre avril et mai, et de 2,2% en g.a. (de mai 2019 à mai 2020). Parmi les raisons pouvant expliquer cette stabilité des prix : l'existence de stock de céréales – que l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo (ANSAT) continue de structurer ; la vente de céréales par l'ANSAT à prix fixé par décret ; l'autosuffisance agroalimentaire du Togo, etc... D'après le dernier Bulletin économique sur le marché des céréales en Afrique, cette tendance devrait se poursuivre sur les marchés du maïs, du riz, du mil et du sorgho.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : ralentissement de la croissance du PIB à 4,9% au T1 2020**

La croissance du PIB en glissement annuel a ralenti de 7,9% au T4 2019 à 4,9% au T1 2020, soit la progression la plus faible depuis 4 ans, après +6,5% en 2019. L'agriculture (20,1% du PIB) a vu sa croissance fortement diminuer à 2,8% suite au fléchissement de la production végétale, de même pour l'industrie (31,6%) à 1,5 % malgré la résilience du secteur manufacturier. Au contraire, le secteur des services (48,3%) a cru de 9,5% grâce aux bons résultats des TIC et au soutien de l'administration publique (dont la sécurité sociale), compensant le recul des activités de commerce. Le FMI anticipe une croissance de +1,5% pour l'économie ghanéenne en 2020.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : l'indice PMI atteint son plus bas niveau depuis août 2016**

Le *Purchasing Managers Index* (PMI) pour le secteur manufacturier s'est établi à 42,4 points en mai 2020, marquant une baisse sensible par rapport au mois de mars où il atteignait 51,1 pts. Ce score marque un renversement de tendance après trois années d'expansion. Seul le secteur des équipements électriques est resté au-dessus des 50 points, indiquant une amélioration. Le PMI non-manufacturier s'est également contracté sur cette même période, passant de 49,2 pts à 25,3 pts, sa 2<sup>ème</sup> contraction consécutive. Ces résultats sont liés à une activité économique limitée, ayant entraîné une baisse des stocks, des nouvelles commandes, de l'activité commerciale, de l'emploi et, par conséquent, des niveaux de production.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : L'économie nationale lourdement impactée par la Covid-19**

Présentant le 20/06/2020, le 2<sup>ème</sup> palier de déconfinement progressif au Congo-Brazzaville, le Premier ministre a évoqué les incidences de la crise sanitaire sur l'économie nationale. Il en ressort que tous les secteurs sont fortement touchés : baisse de 34% des activités agricoles, de l'élevage et de la pêche, baisse de 55% de la production des industries agroalimentaires, baisse de 92% des activités du secteur BTP et des cimenteries, baisse de 50% des activités de commerce et des services. L'économie congolaise devrait connaître une forte récession avec un taux de croissance compris entre -10% et -7%. Une enveloppe de 50 Mds FCFA est immédiatement mobilisable pour soutenir les entreprises (40 Mds) et les ménages (10 Mds).

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Rwanda : Le Réseau des ONG internationales opérant au Rwanda a contribué pour 9,2 MUSD à la réponse Covid-19**

L'agriculture et autres moyens de subsistance ont bénéficié de 5 MUSD, notamment via des transferts monétaires auprès des agriculteurs, des commerçants et aux groupes d'épargne et des soutiens aux recherches concernant l'impact économique du virus. Le secteur de la santé a bénéficié d'un soutien de 2,7 MUSD, en renforcement de capacités, transferts monétaires, ressources humaines, équipements et produits médicaux et en communication et sensibilisation. Ce groupement d'ONG regroupe 84 organisations, dont 50 ont mobilisé ou réorienté des fonds dans le cadre de cette réponse à la crise.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Rwanda : La croissance du PIB chute au premier trimestre 2020**

Au premier trimestre 2020, le PIB progressait de seulement 3,6 % par rapport au premier trimestre 2019, alors qu'il avait cru de 9,4 % en 2019 à la même période, a annoncé, le 19 juin, l'Institut national des statistiques qui impute le déclin à la crise de la Covid-19. Au cours de ce trimestre, les services ont contribué à 48 % du PIB, le secteur agricole à 25 %, le secteur industriel à 19 %. L'agriculture a décliné de 1 %, notamment du fait de la forte baisse de la production de café, tandis que le secteur de l'industrie a connu une croissance de 2 %, et celui des services de 6 %.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Soudan : L'inflation franchit un seuil, atteignant 114 % en glissement annuel**

Le Soudan enregistre en effet 114 % d'inflation au mois de mai contre 99 % en avril et 82 % en mars. Cette augmentation est due à la progression des prix des produits alimentaires, du GPL, du charbon et des transports. Dans le même temps, le taux de change parallèle s'est fortement érodé, puisque le SDG s'est déprécié de 56 % pour atteindre 141 SDG/USD fin mai. Les perspectives macro-économiques du FMI sont donc très pessimistes avec une contraction du PIB de 8 % pour cette année, des réserves de devises inférieures à 1 mois d'importations, et un déficit fiscal qui pourrait atteindre 17 % du PIB. Pour éviter la monétisation de ce déficit et pouvoir financer les réformes économiques et le filet social que le gouvernement souhaite mettre en place, il est nécessaire que la communauté internationale puisse fortement se mobiliser lors de la conférence virtuelle des partenaires du Soudan, qui doit se tenir le 25 juin à Berlin.

✉ [rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Madagascar : Dépôt du Projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2020 au Parlement

Déposé le 13 juin au Parlement, le PLFR prévoit un taux de croissance du PIB en forte baisse à 0,8 % en 2020 dû aux impacts de la crise de Covid-19 contre 0,4 % selon le FMI et 5,5 % inscrit en loi de finance initiale (LFI). Le taux d'inflation moyen reste stable à 7,2% comme en LFI contre 5,5% selon le FMI. Les recettes globales baisseront fortement de 20 %, parmi lesquelles les recettes fiscales diminueront à 8,9 % du PIB contre 11,5 % en LFI. Les recettes collectées grâce aux impôts diminueront de 31 % et les recettes douanières de 19 %. Les dépenses globales connaîtront une hausse de 3 %, entraînant un creusement du déficit budgétaire à 6,3 % du PIB contre 2,8 % en LFI. Ce déficit sera financé à 54 % par des financements extérieurs.

✉ [frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Une contraction budgétaire inégalée en dix ans

Confronté à des impératifs de liquidité importants dans un contexte dégradé et incertain, les autorités ont dévoilé un budget 2020/21 d'une austérité inégalée en dix ans. Les dépenses publiques totales devraient baisser à 24,8 % du PIB contre 27,5 % en moyenne entre 2010 et 2019. Elles se répartissent entre dépenses courantes (16,2 % du PIB), transferts aux comtés (3,1 % du PIB) et dépenses de développement (5,5 % du PIB, soit le niveau le plus bas depuis 2006/07). En dépit des objectifs affichés « Stimulating the Economy to Safeguard Livelihoods, Jobs, Businesses and Industrial Recovery », on observe une forte baisse du soutien aux secteurs prioritaires du second mandat de Kenyatta. Le Big Four Agenda ne se voit allouer que 1,1 % du PIB, contre des ambitions initiales de 3,3 % du PIB dans le Medium Term Plan III 2018-2022. Les recettes hors-dons diminueraient de 8 % par rapport à 2019/20 et s'établiraient à 16,8 % du PIB contre 19,3 % en moyenne sur 2010-19. Le déficit est attendu à 7,5 % du PIB.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Demande de rallonge budgétaire de 266 MUSD auprès du Parlement pour lutter contre la Covid-19

Il s'agit du 3ème budget supplémentaire présenté au Parlement dans le cadre de l'exercice financier 2019/20 de 11 Mds USD. Les précédents budgets rectificatifs, approuvés le 8 avril dernier, s'élevaient à 245 MUSD. Ce montant comprenait déjà, entre autres, 75 MUSD pour la lutte contre la Covid-19. Le ministère des finances a expliqué que les fonds seraient obtenus grâce à l'emprunt en cours auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Le Parlement vote une loi augmentant les prérogatives du Chef de l'Etat sur les entreprises publiques**

Jusqu'alors, le Parlement était en charge de déterminer de la création et de la dissolution des entreprises publiques. Pour raccourcir les procédures et faciliter la mise en place des politiques gouvernementales, le Parlement a récemment voté une loi permettant au Président de la République de créer ou de dissoudre les entreprises publiques. Le projet de loi relatif à la création et la dissolution des institutions publiques a été récemment adopté par le Parlement avec 78 voix contre 2, ainsi que par le Sénat. Il attend désormais l'approbation du Conseil du gouvernement. Cette loi vise à répondre au rapport de l'Auditeur Général de 2019, qui avait souligné la gestion inefficace de certaines entreprises paraétatiques.

✉ [lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr](mailto:lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Soudan : Les cinq chantiers du Comité des Urgences économiques**

Ce comité, présidé par le général Hemedti et co-présidé par le Premier ministre s'est attaqué la semaine dernière à cinq domaines afin d'améliorer la gouvernance économique (i) lancement du recensement des sociétés publiques. Sur les 650 identifiées, dont 200 appartenant au complexe militaro-sécuritaire, seules une douzaine déclareraient leurs bénéficiaires ; (ii) l'ouverture des exportations aurifères aux seules sociétés d'exploitation proposant une quantité minimale de 10 kg. La Banque Centrale, qui exerçait jusqu'à fin 2019 ce monopole, ne pourra plus acheter ce minerai que pour alimenter ses réserves. Plus aucune entité publique ne sera autorisée à acquérir le métal précieux ; (iii) lancement d'une bourse pour stabiliser le prix des produits stratégiques (hydrocarbures, blé et médicaments), dont les modalités restent à définir. (iv) Réforme du secteur des télécommunications : les activités civiles de l'Autorité des télécommunications devraient passer sous le contrôle du Conseil des ministres, les activités sécuritaires relevant toujours du Conseil de Souveraineté ; dans le même temps, révision de tous les permis accordés aux opérateurs de télécommunications et de leur système d'imposition ; (v) Recommandations relatives au port de Port Soudan, visant à augmenter la capacité de chargement/déchargement des bateaux porte-conteneurs (actuellement seulement quatre des huit portiques fonctionnent) et à accélérer les procédures portuaires avec la mise en place d'un guichet unique.

✉ [rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Bénin : 6,5 Mds FCFA de la Coopération allemande dans le cadre des programmes d'appui à la gouvernance des collectivités locales

Le gouvernement a procédé, le 12 juin 2020, à la signature du contrat de financement de 6,5 Mds FCFA (9,9 M EUR) entre l'Allemagne et le Bénin pour la 5<sup>ème</sup> phase de son Programme d'appui au Fonds de développement des communes. Cet appui financier additionnel sera transféré entièrement en 2020 aux collectivités locales. A la différence des appuis précédents, 3,9 Mds FCFA des ressources accordées ne seront pas dédiés au financement des infrastructures, mais utilisées par les communes pour la prévention et riposte contre la COVID-19. Il s'agira par exemple de construire des dispositifs d'accueil des malades à l'entrée des centres de santé.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : La BM débourse 315 M USD pour booster la gestion des déchets et réduire les risques d'inondation dans les grandes villes

La BM a approuvé, le 12 juin, un crédit de l'IDA de 315 M USD à la Côte d'Ivoire pour prévenir un Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine, qui vise à améliorer la gestion des eaux pluviales et des ordures ménagères afin de réduire les risques d'inondations et sanitaires élevés auxquels sont confrontés les ménages urbains pauvres. La première phase de mise en œuvre, dotée d'une enveloppe de 37 M USD, sera consacrée à la construction et à la réhabilitation des systèmes de drainage pour une meilleure canalisation des eaux pluviales dans les quartiers les plus exposés.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : La France accorde un financement de 19,6 Mds FCFA (30 M EUR) pour renforcer le plan de riposte sanitaire contre la COVID-19

Afin de soutenir le plan de riposte sanitaire ivoirien contre la COVID-19, la France a acté le 9 juin dernier l'octroi d'un appui financier d'un montant global de 19,6 Mds FCFA (30 M EUR) à la Côte d'Ivoire. Ce financement comprend une subvention de 8,3 Mds FCFA (12,7 M EUR) provenant du fonds du Contrat de désendettement et de développement (C2D) et un prêt souverain de l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 11,3 Mds FCFA (17,3 M EUR).

✉ [ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr](mailto:ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : Investissement de 108 Mds FCFA annoncé pour la Zone industrielle de Yamoussoukro**

Le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé un projet d'investissement de 108 Mds FCFA (164,9 M EUR) pour la zone industrielle de Yamoussoukro, à proximité des localités de Zambakro et d'Akpassékro. Cette zone de 750 hectares est destinée à accueillir des entreprises du secteur de l'agro-industrie (transformation de noix de cajou, broyage de cacao, etc.). La première phase est déployée sur une superficie de 250 ha. Une procédure d'appel d'offres démarrera prochainement en vue de sélectionner un opérateur pour le développement de la zone à l'instar de la zone industrielle d'Akoupé-Zeudji (nord-ouest d'Abidjan).

✉ [ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr](mailto:ghislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : Financement additionnel de 10,9 M USD de la Banque mondiale pour la lutte contre la COVID-19**

Le 18 juin 2020, la BM a approuvé un financement additionnel de 10,9 M USD de l'Association internationale de développement (IDA) pour appuyer les efforts de la Guinée dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19. Le Projet d'appui à la lutte contre la COVID-19, qui soutient le Plan national de riposte COVID-19, permettra de répondre aux besoins sanitaires immédiats à travers des actions de prévention, détection et de traitement des patients atteints de la COVID-19. Il soutiendra l'installation d'unités de soins intensifs, de services d'hospitalisation et l'achat d'équipements de protection du personnel soignant, notamment des combinaisons de protection, des gants et des masques.

✉ [claud.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claud.koua@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : Le Fonds pour l'environnement mondial approuve un financement de 8,9 M USD pour un projet de résilience côtière**

Le FEM a annoncé le 3 juin une nouvelle subvention de 8,9 M USD pour les pays les moins avancés pour un projet de résilience côtière, qui bénéficiera à 80 000 personnes et réhabilitera 20 000 hectares d'habitats côtiers dégradés. Mis en œuvre par l'Agence de protection environnementale du Libéria et soutenu par le PNUD, le projet a une durée de 7 ans. Il vise à protéger les communautés côtières vulnérables du Comté de Sinoe contre la montée des eaux, la dégradation des habitats côtiers et d'autres risques liés au changement climatique. Il combine des cofinancements multiples : USAID (28 M USD), BM (15 M USD), Conservation International fournira (500 000 USD).

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : Signature de plusieurs conventions de financement de l'AFD d'un montant total de 3,5 M EUR**

L'AFD et la Mauritanie ont signé, le 12 juin, une convention de financement de 2,5 M EUR pour un projet d'appui au plan national de riposte sanitaire au COVID 19. Celui-ci vise notamment à renforcer la surveillance épidémiologique et à appuyer les laboratoires pour étendre les dépistages. Par ailleurs, l'AFD et l'ONG OXFAM ont signé, le 18 juin, une convention de financement de 1 M EUR pour un projet d'appui à la gestion pacifiée des ressources naturelles et des espaces pastoraux de la région du Hodh El Gharbi. Cette convention devrait aider à la restauration de terres dégradées, l'aménagement pastoral, et la réhabilitation de points d'eau le long des couloirs de transhumance.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : Les services du FMI concluent une mission de revue**

Le FMI a tenu une mission virtuelle du 2 au 12 juin 2020 pour mener des entretiens dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> revue de l'accord avec le FMI au titre de l'Instrument de Coordination de la Politique Economique (ICPE) qui a été approuvé en janvier 2020. La croissance serait révisée à 1,1% en 2020, contre 5,3% en 2019. Cette prévision reposerait sur la maîtrise de l'évolution de la pandémie, la mise en œuvre des mesures de soutien à l'économie et une reprise graduelle de l'activité au cours du second semestre de 2020. Le déficit budgétaire prévisionnel est de 6,1% du PIB en 2020 puis de 3% du PIB en 2022 (objectif de convergence de l'UEMOA). La mise en œuvre du programme soutenu par l'ICPE est satisfaisante.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : 3<sup>ème</sup> subvention de 100 M USD de la Banque mondiale en soutien à la productivité et à la transparence**

La BM a approuvé une subvention de 100 M USD de IDA destinée à soutenir un développement économique durable et inclusif, en créant les conditions d'une productivité accrue dans certains secteurs économiques et en améliorant la transparence des processus décisionnels gouvernementaux. Ce financement de la politique de développement (DPF) soutiendra les réformes en cours pour renforcer la stabilité macroéconomique, augmenter la productivité dans l'agriculture et la pêche, promouvoir la transparence dans les marchés publics, et construire un système efficace de divulgation des actifs pour lutter contre la corruption.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : Le Togo bénéficie de l'initiative de suspension du service de la dette**

Au titre de l'initiative du G20 relative à la suspension du service de la dette (ISSD), le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette du Togo envers les pays créanciers membres, du 1er mai au 31 décembre 2020. Le montant de ce report de paiement n'a pas été communiqué. Pour rappel, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et la Côte d'Ivoire bénéficient déjà officiellement de l'initiative, et le Sénégal a indiqué vouloir y participer.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Nigéria : l'Economic Sustainability Committee propose un plan de relance de 2 300 Mds NGN**

Mis sur pied fin mars à la demande du Président Muhammadu Buhari et placé sous l'égide du Vice-président Yemi Osinbajo, l'*Economic Sustainability Committee* a remis sa proposition de plan de relance le 11 juin dernier. Estimé à plus de 2 300 Mds NGN (6,4 Mds USD), l'*Economic Sustainability Plan* permettrait, sous l'hypothèse d'un prix moyen du baril de 30 USD, de limiter la récession autour de -0,6% en 2020 avant un rebond de +2,54% dès l'année suivante. Il consiste en une série de mesures monétaires et budgétaires, financées par 1 110 Mds NGN de prêts de la Banque centrale, 500 Mds NGN issus des comptes spéciaux, 334 Mds NGN octroyés par les bailleurs internationaux et 303 Mds NGN de sources annexes.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : selon le FMI, l'atteinte des ODD d'ici 2030 nécessiterait un financement additionnel de 18 pdp de PIB chaque année**

Une mission technique du FMI, financée par l'Union européenne, a estimé les dépenses nécessaires par le Nigéria à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. Le besoin additionnel de financement serait de 18,1 points de pourcentage du PIB chaque année, répartis entre les secteurs de l'éducation (+7,7), la santé (+4,3), l'électricité (+1), routier (+2) et de l'eau et assainissement (+3,1). La mobilisation de ressources additionnelles serait nécessaire puisque les dépenses totales de l'État nigérian ont représenté 12,8% du PIB en 2019 (projection à 13,9% du PIB en 2025) pour des recettes publiques de 7,9% du PIB (projection à 8,2% en 2025).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : la 3ème émission de Sukuks a été largement sursouscrite**

L'État fédéral a réalisé en mai dernier sa 3<sup>ème</sup> émission d'obligations islamiques ou Sukuks, pour 150 Mds NGN (387 M USD), sur une durée de 7 ans et à un taux de rendement de 11,2%. Une demande de souscription de 670 Mds NGN (1,7 Md USD) a été enregistrée, soit 446% du total offert. Ces émissions serviront à financer des projets d'infrastructures et notamment 44 projets de routes à travers le pays. L'État fédéral nigérian avait réalisé sa 1<sup>ère</sup> émission de ce type en septembre 2017 puis une 2<sup>ème</sup> fin décembre 2018, chacune de 100 Mds NGN (258 M USD). Ces deux Sukuks ne comptaient que pour 1,5% du total de l'endettement public domestique du Nigéria à la fin du premier semestre 2019.

✉ [margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr](mailto:margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Cameroun : le Trésor public camerounais lève 219,4 Mds FCFA sur le marché des titres de la BEAC pour le financement de plusieurs projets d'infrastructure**

Avec sa dernière opération sur le marché des titres de la BEAC, le Cameroun boucle son programme d'émission d'obligations avec une enveloppe globale de 219,4Mds FCFA sur les 220 Mds recherchés. Cette émission doit permettre de lever des fonds pour la réponse du gouvernement face au COVID, mais également pour boucler le financement de la réalisation de quelques projets d'infrastructures au Cameroun.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Approbation par la Banque Mondiale de 250 MUSD additionnels au second programme de financement d'appui aux politiques de développement (DPF2)**

Alors que le conseil d'administration de la Banque Mondiale avait approuvé, le 19 mars, le deuxième volet du programme de financement en appui aux politiques de développement (DPF2 à 500 MUSD), un financement supplémentaire de 250 MUSD a été approuvé le 18 juin. Ce concours arrive en réponse à la demande du gouvernement éthiopien d'un financement supplémentaire lié aux conséquences de la Covid-19 (1,5 Md à 1,64 Md USD évalués pour 3 mois). Cette aide budgétaire, composée à 50 % de don et 50% de prêt, est présentée comme indispensable à la continuité des réformes économiques et sociales en cours, malgré l'épidémie.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Côte d'Ivoire : 12 conventions d'investissements dans le caoutchouc

Le gouvernement ivoirien a signé, le 16 juin, 12 conventions d'investissement avec des usiniers pour la transformation le caoutchouc naturel. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Etat à l'accroissement de la capacité nationale d'usinage, dont l'objectif est d'absorber à terme toute la production de fonds de tasse exportée. Pour rappel, une ordonnance adoptée le 9 octobre 2019 instituait des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur de la transformation de l'hévéa. Les 12 entreprises signataires s'engagent à augmenter leur volume total de caoutchouc naturel transformé d'au moins 400 000 tonnes d'ici 2023.

✉ [Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Côte d'Ivoire : Légère progression des exportations de bananes ivoiriennes vers l'UE, à 339 300 tonnes en 2019

Les exportations de bananes des pays ACP vers l'UE ont atteint environ 620 000 en 2019, en hausse de 2% par rapport à l'année précédente – dont 339 300 tonnes environ en provenance de la Côte d'Ivoire, premier producteur ACP (+7,4% par rapport à 2018). Cette progression serait notamment liée au repli des bananes latino-américaines (Équateur, Colombie et Costa-Rica majoritairement) qui ont perdu 1,5 point de parts de marché. A noter que la banane « dollar » domine encore largement les ventes vers l'UE, avec une part de marché de 73,6% contre 16,8% (+1 point) pour les ACP et 9,6% (+0,5 points) pour la production européenne.

✉ [Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Ouganda : Exonération des taxes sur les intrants et augmentation des taxes sur les importations agricoles

Afin de promouvoir la substitution des importations et de développer les industries locales, le ministère des finances a introduit une taxe de 60 % sur les produits agricoles importés dans le budget 2020/2021. Les interventions sur l'agriculture visent à augmenter la production agricole locale pour assurer la sécurité alimentaire tout en développant les exportations alimentaires régionales. La fourniture de lait transformé sera en outre exonérée de TVA, afin d'améliorer la compétitivité des prix du lait produit en Ouganda. Selon le budget, l'agriculture recevra plus de 345 MUSD, soit 0,8% du PIB en 2020/21, en hausse de 23% par rapport au budget alloué pour l'exercice 2019/20.

✉ [suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Projet de construction de près de 400 nouveaux systèmes d'irrigation en cinq ans**

La Commission nationale de l'irrigation de Tanzanie a annoncé que des plans étaient à l'étude pour construire 384 nouveaux systèmes d'irrigation agricole d'une valeur totale de 426 MUSD, au cours des cinq prochaines années. Le directeur général de la Commission, Daudi Kaali, a déclaré que ces nouveaux projets d'irrigation concernaient les régions de Dodoma, Kilimandjaro, Mbeya, Morogoro, Mtwara, Mwanza, Tabora et Katavi. Les fonds nécessaires à ces nouveaux projets d'irrigation seront réunis dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement du secteur agricole. Ces nouveaux systèmes d'irrigation permettraient au pays de renforcer sa sécurité alimentaire. Cette année seulement, plus de 40 systèmes d'irrigation ont été endommagés par les fortes pluies qui ont frappé la plupart des régions du pays.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Burkina Faso : Résultats de la production minière 2019 et perspectives 2020

Selon la direction générale des mines et de la géologie, en 2019 la production cumulée des mines industrielles d'or du pays est estimée à 50,3 tonnes et les recettes d'exportation du secteur minier s'élèvent à 1372,2 Mds FCFA (2,1 Mds EUR). Malgré la baisse de la production d'or (-1,7 tonne) et des recettes d'exportation (-10,9%) par rapport à l'année précédente, cette production a rapporté au budget de l'Etat 256,4 Mds FCFA, en légère hausse de 4,3 Mds FCFA, et représente 13,1% du PIB (contre 12,7 en 2018). La baisse des recettes d'exportation a été en partie compensée par la hausse du cours de l'or enregistrée en 2019, le montant des royalties étant passé de 50,6 Mds FCFA à 59,18 Mds FCFA entre 2018 et 2019.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Baisse des revenus du secteur des hydrocarbures de 6,3% en g.a. au premier trimestre 2020

Au cours du premier trimestre 2020, les productions de pétrole brut et de gaz naturel sont respectivement estimées à 2,5 M barils et 18 769 Mds BTU, soient respectivement une baisse de 25,1% et une hausse de 3% par rapport aux résultats obtenus en 2019 sur la même période. La valorisation de la part Etat de pétrole brut et de gaz naturel s'établit à 41,1 M USD (24,4 Mds FCFA), en baisse de 6,30% par rapport au premier trimestre 2019. Ces tendances résultent des effets combinés de la baisse de la production de pétrole brut et de gaz naturel et du prix moyen pondéré de valorisation du pétrole brut.

✉ [gislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr](mailto:gislain.tanoh@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : Accord pour l'extension de la mine d'or de Tasiast entre la société Kinross et l'Etat

Le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Energie et le directeur du groupe minier Kinross ont signé le 15 juin 2020 une lettre d'intention destinée à modifier le contrat d'exploitation minier de 2006. Cet accord prévoit pour Kinross un nouvel investissement de 300 M USD pour l'extension de la mine et la délivrance par l'Etat d'un permis d'exploitation de 30 ans. La redevance de production devrait grimper de 3% à maximum 6,5% selon le cours de l'or et l'Etat disposera gratuitement de 15% de la nouvelle mine de Tasiast-Sud et d'une option d'achat de 10% supplémentaires.

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : Adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur la construction de l'oléoduc Niger-Bénin**

Le projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation du système de transport des hydrocarbures par canalisation Niger-Bénin a été adopté par le Parlement le 12 juin 2020. Le Niger devrait ainsi voir sa production de pétrole multipliée par 5, de 20 000 b/jour à 100 000 b/j, dès 2022. Cette exploitation devrait durer 8 ans et entraînera un bond de 16% à 68% de la part du pétrole dans les recettes d'exportation du Niger. Lancés officiellement le 16 septembre 2019, les travaux sont réalisés par l'entreprise chinoise Wapco Niger. Le coût du projet est estimé à 6,1 Mds USD répartis entre le développement des gisements pétroliers et l'oléoduc et le terminal pétrolier.

✉ [bouqueto@afd.fr](mailto:bouqueto@afd.fr)

▼ **Niger : 5 nouveaux permis de recherches pour la Société canadienne des mines du Liptako**

La Société canadienne des mines du Liptako (SML) va bénéficier de 5 nouveaux permis pour la recherche de l'or et des substances connexes dans la région de Tillabéri. En contrepartie de ces permis, la société minière s'engage à investir 13 M EUR (8,7 Mds de FCFA) dans les trois années suivant la signature des conventions et à créer de l'emploi. Filiale de la société canadienne Semafo, SML exploite, depuis 2004, de façon industrielle la mine d'or de Samira Hill, dans la région de Tillabéri. Sa production annuelle est actuelle est estimée à 1,5 tonne (sur environ 53 tonnes extraits de manière industrielle).

✉ [bouqueto@afd.fr](mailto:bouqueto@afd.fr)

▼ **Ethiopie : Approbation des amendements à la proclamation sur l'énergie géothermique en Conseil des ministres**

En effet, alors que le secteur géothermique était auparavant inclus dans le secteur des mines, une nouvelle proclamation a établi en 2016 un cadre légal distinct pour la géothermie. Néanmoins, la question des taxes n'était pas abordée. Ainsi, la nouvelle proclamation permet de préciser les conditions d'imposition pour les entreprises du secteur et de rendre officielles les incitations à l'investissement, notamment l'exemption des droits de douane sur l'importation des équipements. Actuellement, deux entreprises ont signé un Power Purchase Agreement (PPA) avec le gouvernement éthiopien : Corbetti et TMGO.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : Projet de construction de la première centrale solaire flottante du Kenya**

La première centrale solaire flottante du Kenya sera bientôt mise en service près du lac Naivasha au nord de Nairobi, pour le compte de Rift Valleys Roses, une entreprise de culture de roses. L'entreprise allemande Ecoligo finance la mise en place de cette infrastructure, composée de 216 panneaux solaires installés sur une structure flottante, pour une capacité de 69 kW. Ce projet s'inscrit dans la dynamique de déploiement des réseaux solaires off-grid au Kenya, qui permettront de fournir de l'électricité dans les zones reculées du Kenya.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Début de production commerciale pour l'usine de traitement de minerai d'oxyde Buckreef**

Le président exécutif de la compagnie minière Tanzanian Gold Corp a annoncé le démarrage de la production commerciale à l'usine de traitement de minerai d'oxyde de son projet d'or à Buckreef. La compagnie envisage déjà d'augmenter la capacité de traitement de 200 % au quatrième trimestre 2020 afin de profiter la montée des prix internationaux de l'or, valeur refuge par excellence en situation de crise. Tanzanian Gold Corp veut mener un projet en plusieurs étapes, dont la première porte sur l'usine de traitement de minerai d'oxyde. Elle sera suivie d'une opération de traitement de minerai de sulfure avec pour but de produire annuellement entre 150 000 et 175 000 onces. Le pays a pu augmenter ses recettes minières de 84,5 MUSD en 2015/16 à 202,4 MUSD de juillet 2019 à avril 2020 grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements.

✉ [Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr](mailto:Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Cap-Vert : Baisse du nombre de touristes au premier trimestre 2020 (-27% en glissement annuel)

Selon l'Institut national de statistiques, le nombre de clients dans les établissements hôteliers du pays a diminué de 27% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019, pour s'établir à 170 000, et le nombre de nuitées de 29%. Le Royaume-Uni est le principal pays d'origine des touristes, avec 21% des entrées, suivi de la France (13%), de l'Allemagne (12%) et des Pays-Bas (11%). Le taux global d'occupation des lits était de 53% en moyenne au premier trimestre. Pour rappel, le Cap-Vert accueille plus de 700 000 touristes chaque année et le secteur représente habituellement près de 25% du PIB.

✉ [Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Congo-Brazzaville publie les lois sur la cybersécurité et la cybercriminalité

Les lois n°26-2020 et n°27-2020, portant respectivement sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité ont été publiées au Journal officiel du 11 juin 2020. La première loi régit le cadre juridique national de sécurité des systèmes d'information et des réseaux de communications électroniques et la seconde définit les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC), en complément des dispositions du code pénal. Les différents types d'infractions liées aux TIC, la procédure en matière d'infractions commises par le biais des TIC ainsi que le cadre de coopération et d'entraide judiciaire internationale sont désormais réglementés par la seconde loi.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Les douanes congolaises améliorent le suivi des marchandises

La Direction générale des douanes et des droits indirects s'est dotée d'une application électronique dénommée Ekenge, qui signifie vigilance en langue locale, pour le suivi des marchandises en transit. Cette application devrait permettre à l'administration douanière de suivre à distance et en temps réel le transport terrestre des marchandises partant du Port autonome de Pointe-Noire vers d'autres destinations du territoire national et vice-versa. Cet outil s'inscrit dans le processus de modernisation des douanes congolaises et vient compléter le site internet e-douanes, lancé en février 2019 pour dématérialiser les procédures de dédouanement et permettre le suivi à distance des marchandises importées.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Kenya : Le contrat de réalisation de la ligne ferroviaire Nairobi-Mombasa – SGR - jugé illégal par la Cour d'Appel**

La Cour d'Appel a jugé que le contrat conclu entre Kenya Railways Corporation (KRC) et le groupe China Bridges and Railway Corporation (CRBC) pour la réalisation de la ligne à écartement standard Mombasa-Nairobi, mise en service en 2017, était illégal car non conforme à la Constitution et à loi relative aux marchés publics de 2005, faute de mise en concurrence du contractant chinois. Attaqué en justice par des activistes, le contrat avait été jugé légal par la juridiction de premier ressort en 2014. Il avait été jugé alors que l'obligation de mise en concurrence n'était pas applicable au projet qui faisait l'objet d'un accord de financement bilatéral entre le Kenya et la Chine. La Cour d'Appel a cependant jugé que le groupe CRBC avait été choisi avant l'entrée en vigueur de l'accord de financement et que la sélection du groupe n'était pas la conséquence directe de celui-ci. Des voix se sont immédiatement fait entendre pour contester le jugement rendu par la Cour d'Appel, notamment par Nelson Havi, Président de la Law Society of Kenya, qui suggère que le jugement aurait été dicté par un agenda politique en cas d'arbitrage international si CRBC attaquait le gouvernement kényan en justice pour rupture du contrat d'exploitation de la ligne. Le Solliciteur général avait en effet recommandé au Gouvernement kényan d'annuler immédiatement le contrat qui lie KRC à CRBC pour l'exploitation de la ligne jusqu'en 2022.

✉ [Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr](mailto:Benoit.GAUTHIER@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Mali : L'African Gold Group réorganise sa direction avant la prochaine entrée en production de la mine de Kobada

Dans un contexte extrêmement favorable de cours élevés du métal jaune (once d'or à 1725 USD au 18 juin 2020, en hausse de 13,7% depuis le début de l'année), le groupe minier canadien African Gold Group (AGG) a nommé un ex-dirigeant de Glencore, Danny Callow, à sa tête en vue de préparer la mise en exploitation prochaine de la mine de Kaboda. Pour rappel, le projet – en recherche de financements – nécessite un investissement de 125 M USD, amorti en moins de 4 ans après l'entrée du site en production, et devrait aboutir à la production de près de 730 000 onces d'or sur 9 ans. Il dispose déjà de toutes les autorisations requises pour entrer en phase de construction.

✉ [Valery.ALVES@dgtresor.gouv.fr](mailto:Valery.ALVES@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : La Sonatel (Orange) annonce une émission obligataire pour 100 Mds FCFA

La Sonatel aura recours à un emprunt obligataire de 100 Mds FCFA (152 M EUR), approuvé par Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du financement de son plan d'investissement 2020 au Sénégal, principal marché du groupe. Ce plan serait notamment dédié aux investissements sur les infrastructures permettant de soutenir le segment Voix et à l'accélération des principaux relais de croissance et le lancement de nouveaux métiers (énergie, banque, contenus multimédias).

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : Nouvel entrant dans le consortium de câbles sous-marins

L'adhésion de Hormuud télécoms au consortium de câble sous-marin DARE-1 a été approuvée en Conseil des ministres le 16 juin par décret. Le projet DARE-1 consiste à interconnecter les hubs de télécommunication de Djibouti et de Mombasa, avec Bosasso et Mogadiscio. D'une longueur totale 4 900 km, DARE-1 fournira jusqu'à 36 térabits de capacité à l'Afrique de l'Est et un accès internet à 60 millions d'abonnés. Hormuud télécoms va participer au projet DARE-1 avec un investissement à hauteur de 18,25 MUSD.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

# CARNET ET AGENDA

---

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

